

COORDINATION, EFFICACITÉ ET IMPACT

LES CLÉS DU FINANCEMENT EUROPÉEN DÉLÉGUÉ À L'ESPAGNE



Photo: AECID

L'Union Européenne est le plus important donateur au monde dans le domaine de la coopération au développement. Les enjeux, divers et majeurs, que présente la réalité internationale et le nouvel Agenda pour le Développement Durable, endossé par la communauté internationale et, pourtant, par l'UE et ses États Membres, rendent nécessaire une mise en oeuvre conjuguant coordination, efficacité et impact, qui soit à même de produire les résultats de développement convenus. L'une des manières d'atteindre ces résultats est de recourir à des entités qui, telle l'AECID, ont justifié auprès de la Commission Européenne de leur capacité de gestion pour mettre en oeuvre desdits fonds de développement.

L'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID) assure, depuis 2010, la gestion d'initiatives de coopération au développement dont le financement provient soit d'autres États membres soit de l'Union Européenne (UE).

L'Espagne est, après l'Allemagne et la France, le troisième pays gestionnaire de fonds délégués de coopération de l'Union Européenne

La gestion par l'AECID de ces fonds délégués, qui s'élèvent à **585** millions d'euros au total, a contribué à accroître l'efficacité de la Coopération Espagnole, à améliorer la coordination et l'harmonisation entre donateurs et à réduit les coûts de transaction.

QU'EST QUE C'EST LA COOPÉRATION DÉLÉGUÉE?

La Coopération Déléguée est une modalité d'octroi d'aide publique au développement (APD) par laquelle une ou plusieurs agences (« donateurs silencieux ») confient à une autre (« donateur chef de file ») la réalisation de la totalité ou d'une partie des activités visées par l'aide.

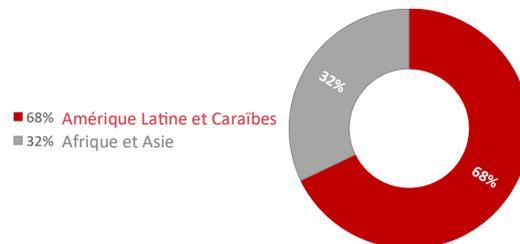
OÙ COOPÉRONS-NOUS?

S'il est vrai que, au départ, la gestion par l'AE-CID des fonds délégués se concentrait sur l'Amérique Latine – région que reste à ce jour la région ayant reçu le montant cumulé de fonds délégués le plus élevé –, la création du Fonds Fiduciaire Régional de l'UE en Réponse à la Crise Syrienne, dit « Fond Madad » en 2014, et du Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique en 2015, ont permis à l'Afrique et à l'Asie de se voir accorder une attention particulière.

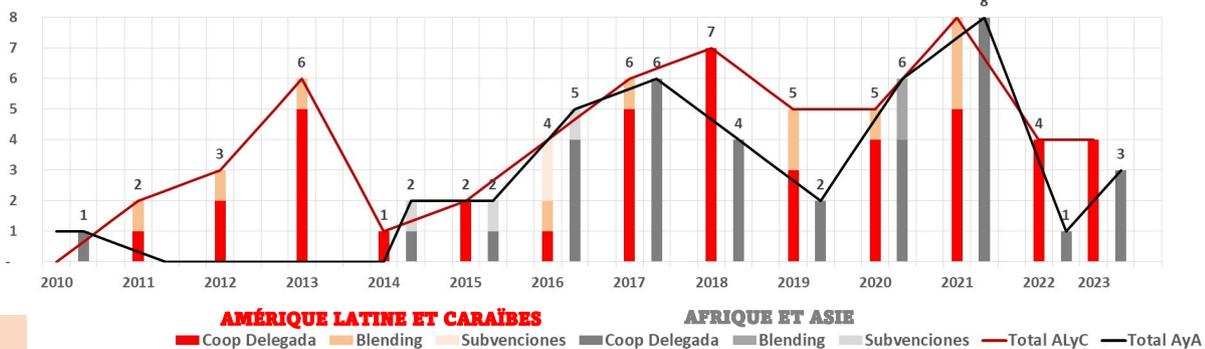
En 2023, **7 accords ont été signés** pour un montant total de **20,2 millions** d'euros:

- Amérique Latine: 4 accords de délégation, **13,7 millions**
- Afrique et Asie: 3 accords de délégation, **6,5 millions**

Graphique 2. Répartition géographique des fonds délégués en 2023 (en Millions d'euros).



Graphique 1. Évolution du nombre d'accords signés au fil des ans



COMISCA

« Soutien de santé publique au plan d'urgence COVID 19 de la région SICA »



La mise en œuvre de ce projet a permis d'atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 dans la région SICA, en soutenant les capacités nationales à répondre efficacement à la pandémie au niveau régional, grâce à l'utilisation du mécanisme de négociation conjointe COMISCA® pour l'acquisition, l'achat et la distribution de médicaments et de fournitures médicales. Ce programme a permis aux États membres de la région SICA de réaliser des économies avec la réduction des prix de 1 022 924,61 €, ce qui en pourcentage a représenté une économie de 29 % grâce à l'efficacité de la négociation des prix d'achat.

PHILIPPINES « Justice et société ».

L'objectif du programme est d'établir un environnement de gouvernance démocratique propice à une transition pacifique dans la région autonome de Bangsamoro du Mindanao musulman (BARMM). Le projet contribuera à une transition en douceur et en temps opportun en renforçant les capacités des trois branches du gouvernement de Bangsamoro à promouvoir un environnement propice à la bonne gouvernance et à mettre en œuvre efficacement les politiques énoncées dans le plan de transition.





L'APPROCHE TEAM EUROPE

En 2023, la vision de Team Europe a été consolidée, qui cherche à définir des synergies afin d'optimiser les ressources fournies pour obtenir un impact durable dans un pays ou une région. En 2023, un total de 168 Initiatives Team Europe (TEI) ont été définies : 132 nationales, 32 régionales et 4 mondiales.

En 2023, l'AECID a mobilisé plus de 1,940 euros dans 58 TEI, répartis comme suit :

TOTAL	58 TEI (41 nationales, 15 régionales, 2 mondiales)	1.940M€
Amérique latine et Caraïbes	24 TEI (17 nat, 7 reg)	1.380M€
Afrique et Asie	32 TEI (24 nat, 8 reg)	537M€
Mondiales	2 TEI	23M€

GLOBAL GATEWAY

2023 a été l'année de la consolidation de Global Gateway, une nouvelle stratégie européenne visant à promouvoir des investissements intelligents, propres et sûrs dans des infrastructures de qualité qui connectent durablement les personnes, les biens et les services dans le monde entier. Son objectif est de contribuer à la réduction du déficit d'investissement mondial (engagement des dirigeants du G7, juin 2021), en agissant dans 5 domaines clés : le secteur numérique, le climat et l'énergie, les transports, la santé, l'éducation et la recherche. À cette fin, un

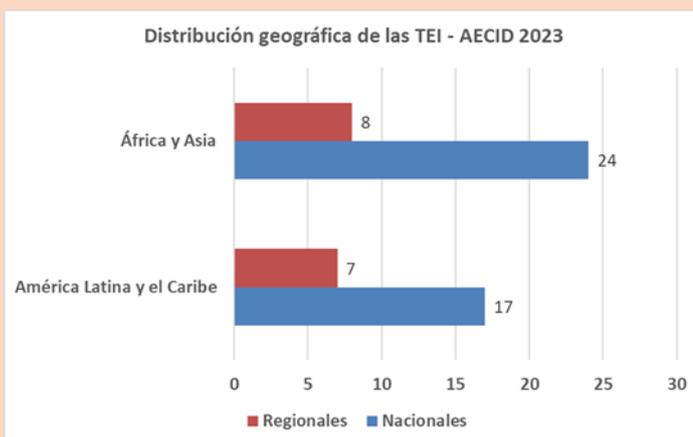
investissement de 300 milliards d'euros est prévu pour la période 2021-2027.

L'AECID contribue à certains des projets emblématiques de Global Gateway (connus sous le nom de flagships) par le biais de programmes d'infrastructure financés par les fonds FONPRODE, auxquels elle associe des initiatives de développement des politiques sociales et publiques, qui sont fondamentales pour la durabilité des actions.

En novembre 2023, la liste des 138 projets phares pour 2024 a été approuvée, en plus des 87 approuvés en 2023. Le premier comprend 6 programmes AECID en Bolivie, au Sénégal, au Paraguay, au Honduras, en République dominicaine et au Brésil, le premier correspondant au pilier santé et le reste au climat et à l'énergie.



Au sein du réseau européen des praticiens des agences de développement, l'AECID dirige, avec l'agence de développement allemande GIZ, la Task Force Team Europe, qui vise à faciliter les échanges entre les membres du groupe de travail et l'UE sur la mise en œuvre d'une approche Team Europe et sur la mise en œuvre durable de Global Gateway. En outre, elle participe à certains groupes de travail au sein de ce réseau, comme le groupe de travail sur le cadre contractuel et financier, qui vise à garantir la mise en place de cadres contractuels simplifiés et réalistes permettant aux membres du réseau de collaborer efficacement avec l'UE.



LES FONDS DÉLÉGUÉS EN CHIFFRES

La gestion des fonds délégués est actuellement un instrument-clé pour l'AECID. En décembre 2023, le nombre d'accords mis en oeuvre par l'Agence s'élevait à **57** et leur valeur globale à **348 millions d'euros**. En outre, 41 programmes ont déjà été clôturés pour un total de 237,2 millions d'euros. La plupart de ces initiatives (94 sur 98) sont des **projets de développement signés avec l'Union Européenne**, ce qui implique pour l'Agence Espagnole de Coopération la gestion de **579,9 millions d'euros**.

TYPES DE COOPÉRATION DÉLÉGUÉE

Les fonds délégués sont articulés par la signature d'accords entre l'Union Européenne ou l'État Membre donateur et l'AECID et sont octroyés selon l'une des modalités suivantes: coopération déléguée, « mixage » (blending) ou subventions.



La **coopération déléguée**, modalité de coopération technique et financière impliquant le transfert des ressources et de la responsabilité de suivi, est la modalité la plus utilisée (79 des 98 opérations) par l'AECID et ses partenaires européens: **71% de l'ensemble des fonds délégués** gérés à ce jour, soit **415,2 millions d'euros**.

La modalité du « mixage » combine des fonds de coopération remboursables et non remboursables, le but étant d'accroître l'effet de levier des fonds octroyés grâce à une diminution des coûts financiers pour le récepteur. Cette modalité de financement, qui a fait l'objet de **13 accords**, représente **27,4% des fonds européens de coopération délégués** à l'AECID, soit un montant total de **160,7 millions d'euros**.

Les **subventions** émanant d'un « donateur silencieux », autrement dit l'octroi de fonds de manière directe ou suite à un appel à propositions (*call for proposals*), constituent la modalité de gestion de fonds la moins utilisée à ce jour, avec **6 accords signés** pour un montant total de **9,4 million d'euros** délégués à l'AECID, soit **1,6% des fonds délégués** à l'agence espagnole.

LA COOPÉRATION DÉLÉGUÉE ET L'AGENDA INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'**Agenda 2030** du Développement Durable requiert des instruments efficaces capables de contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui y sont inscrits. Dans ce nouvel agenda global, le rôle des pays donateurs est essentiel pour que les pays les plus vulnérables puissent atteindre les objectifs définis aux fins d'un développement durable mondial.

Aux fins de la réalisation de ces objectifs de développement, le rôle des nouveaux instruments de financement, tels les fonds délégués, s'avère fondamental en termes de coordination, d'efficacité et d'impact accru des actions.

La pertinence de cette modalité se trouve renforcée du fait de son intégration dans **l'Objectif 17, qui vise à revitaliser le Partenariat Mondial pour le Développement Durable**.



MOZAMBIQUE « Soutien à la lutte contre la corruption au Mozambique »

Soutien au gouvernement du Mozambique dans la lutte contre la corruption dans le secteur de la justice. Renforcement institutionnel de 14 institutions partenaires du système judiciaire, des associations professionnelles du secteur, des organisations de la société civile et des médias. Renforcer les mécanismes nationaux de prévention, de lutte et de contrôle de la corruption de manière systématique et efficace.



Alliance des comtés d'ETHIOPIE. « Accès à l'énergie pour les communautés d'accueil et de réfugiés dans le Shire. »

L'amélioration des conditions de vie dans les camps de réfugiés de Kobe et Hilaweyn (Dollo Ado, frontière entre l'Éthiopie et la Somalie), l'amélioration de l'accès à l'énergie dans les foyers et les services communautaires ainsi qu'à l'éclairage extérieur ; la réduction des émissions de carbone et l'amélioration de la protection des femmes et des enfants. Il s'agit notamment de promouvoir les entreprises liées à l'énergie solaire auprès de la population